

Information financière trimestrielle

- Chiffre d'affaires du premier trimestre 2011 : 19,6 milliards d'euros, soit +1,3% à périmètre et change constants
- Progression de 7,3 TWh de la production nucléaire France, soit +6,5% par rapport au premier trimestre 2010
- Confirmation de l'objectif de croissance organique de l'EBITDA 2011 entre 4% et 6%

Evolution du chiffre d'affaires du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	T1 2010	T1 2011	%	<i>Dont % change</i>	<i>Dont % périmètre</i>	<i>Dont % organique</i>
France	11 420	11 858	3,8%	0,0%	-0,2%	4,0%
Royaume-Uni	3 150	2 555	-18,9%	2,0%	-15,5%	-5,4%
Italie	1 492	1 587	6,4%	0,0%	0,2%	6,2%
Autre International	2 053	2 155	5,0%	0,1%	-0,2%	5,1%
Autres activités	1 643	1 444	-12,1%	0,8%	1,1%	-14,0%
Total International & Autres activités	8 338	7 741	-7,2%	0,9%	-5,7%	-2,4%
Total Groupe	19 758	19 599	-0,8%	0,4%	-2,5%	1,3%

Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF a déclaré : « La performance du premier trimestre permet de confirmer les objectifs financiers pour l'année 2011 et traduit notamment une augmentation de la production nucléaire en France, en hausse de 6,5 % par rapport au premier trimestre 2010. Cette bonne performance du parc nucléaire témoigne de l'efficacité des actions engagées par le Groupe, comme le renouvellement des gros composants. Ces améliorations sont menées avec la préoccupation permanente d'assurer le meilleur niveau de sûreté, pour lequel EDF est mobilisé à chaque instant. »

Le chiffre d'affaires du groupe EDF au premier trimestre 2011 s'élève à 19,6 milliards d'euros, en croissance organique de 1,3% par rapport au premier trimestre 2010. Cette croissance est due à l'excellente performance de la production nucléaire en France au premier trimestre, en hausse de 7,3 TWh, qui, compte tenu d'un climat particulièrement doux, a permis d'optimiser les ventes sur les marchés de gros (+862 millions d'euros). L'excellente performance de la production nucléaire française a plus que compensé la baisse de 2,1 TWh de la production hydraulique en France, en raison de précipitations exceptionnellement faibles. La diminution de 14%

du chiffre d'affaires du segment « Autres activités » (à périmètre et change constants) est essentiellement due à un recul de l'activité d'EDF Trading (-228 millions d'euros), du fait d'une faible visibilité sur le marché des matières premières, et d'un comparable élevé au premier trimestre 2010.

Le chiffre d'affaires est en baisse de 0,8% du fait des effets de périmètre (-487 millions d'euros), notamment dus à la vente des réseaux britanniques fin 2010.

EDF confirme ses objectifs financiers pour 2011 :

- Croissance organique de l'EBITDA 2011, comprise entre 4% et 6%
- Ratio dette nette/EBITDA compris entre 2 et 2,2x
- Dividende au moins stable par rapport à 2010.



Evolution du chiffre d'affaires du premier trimestre

France : croissance du chiffre d'affaires et excellente performance de la production nucléaire

<i>En millions d'euros</i>	T1 2010	T1 2011	% organique
Total France	11 420	11 858	4,0%

En France, le chiffre d'affaires au premier trimestre 2011 est de 11,9 milliards d'euros, en croissance de 3,8% (et en organique de 4%, l'écart résultant de l'effet périmètre lié à la mise en équivalence de RTE). Cette croissance est notamment due à la hausse des tarifs intégrés réglementés (acheminement et énergie) d'août 2010, ainsi qu'à la hausse des ventes sur les marchés de gros. En effet, les ventes nettes s'établissent à 6 TWh au premier trimestre 2011, soit une augmentation de 12,1 TWh par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

Le premier trimestre 2011 se caractérise par l'excellente performance de la production nucléaire, en augmentation de 7,3TWh par rapport au premier trimestre 2010. La très bonne disponibilité du parc (Kd) sur ce trimestre est liée à l'absence d'événements fortuits significatifs qui reflète l'impact du programme de changement des gros composants. A ce jour, sur les neuf visites décennales de 2011, une a été finalisée et trois sont engagées. L'excellente performance du parc nucléaire a plus que compensé la baisse de la production hydraulique de 2,1TWh par rapport au premier trimestre 2010.

Royaume-Uni : effet climat et rationalisation du portefeuille clients font baisser le chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	T1 2010	T1 2011	% organique
Total Royaume-Uni	3 150	2 555	-5,4%

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'établit à 2,6 milliards d'euros, soit une baisse de 5,4% en organique par rapport au premier trimestre 2010 (et une évolution de -18,9% incluant l'effet périmètre de -488 millions d'euros lié à la vente des réseaux de distribution et de la centrale d'Eggborough). A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires est en recul de 170 millions d'euros. Cette baisse du chiffre d'affaires s'explique principalement par deux raisons. En premier lieu, du fait d'un climat particulièrement doux, la consommation en électricité et gaz a reculé au premier trimestre 2011. En second lieu, EDF Energy a décidé de procéder à une rationalisation de son portefeuille de clients industriels, ce qui a engendré une baisse du nombre de clients, sans impact significatif sur les résultats.

La production nucléaire s'est élevée à 14,8 TWh au premier trimestre 2011, soit une hausse de 0,9 TWh par rapport à la même période en 2010. La bonne disponibilité nucléaire enregistrée ce trimestre permet de compenser partiellement la baisse du chiffre d'affaires due au climat doux et à la rationalisation du portefeuille clients.



Italie : un chiffre d'affaires d'Edison en hausse mais des marges négatives sur le gaz

<i>En millions d'euros</i>	T1 2010	T1 2011	% organique
Total Italie	1 492	1 587	6,2%
<i>Dont Edison²</i>	<i>1 365</i>	<i>1 456</i>	<i>6,7%</i>

² Quote-part EDF : 48,96%

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe s'établit à 1,6 milliard d'euros, soit une hausse de 6,4%, et en organique de 6,2%.

La hausse du chiffre d'affaires d'Edison est de 6,7% en organique, tirée par les activités électriques qui bénéficient d'un effet prix positif et plus marginalement d'un effet volume, avec une hausse des ventes sur les marchés de gros. Dans ses activités Hydrocarbures, le chiffre d'affaires d'Edison est stable au premier trimestre 2011. Les marges gaz sont négatives du fait des difficultés rencontrées sur les renégociations en cours des contrats gaziers long terme.

Autre international : un chiffre d'affaires en hausse tiré principalement par la Belgique et la Pologne

<i>En millions d'euros</i>	T1 2010	T1 2011	% organique
Autre international	2 053	2 155	5,1%

Le segment **Autre international** enregistre un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 5% (et de 5,1% en organique). Cette bonne performance est notamment due à la Belgique et à la Pologne. En Belgique, la croissance organique du chiffre d'affaires est de 7,1%, principalement du fait d'un effet prix sur les ventes de gaz indexées (sans impact résultat), et de la hausse des volumes électricité vendus aux clients industriels et résidentiels. En Pologne, la croissance organique du chiffre d'affaires est de 4,4%, du fait d'un effet positif sur les prix de l'électricité.



Autres activités : baisse des marges d'EDF Trading dans un contexte de marché difficile

En millions d'euros	T1 2010	T1 2011	% organique
Autres activités	1 643	1 444	-14,0%

La contribution du segment **Autres activités** au chiffre d'affaires du Groupe est de 1,4 milliard d'euros, en baisse de 12,1% et de 14% à périmètre et change constants (-230 millions d'euros). Cette diminution est essentiellement liée au recul de -51,8% des marges d'EDF Trading par rapport au premier trimestre 2010. La baisse enregistrée au premier trimestre 2011 est à relativiser du fait de la très bonne performance qui avait été réalisée l'année précédente à la même période. Elle s'explique principalement par une lecture difficile des marchés de matières premières, en lien avec le contexte géopolitique global affectant les pays producteurs de pétrole.

Enfin, le chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles est stable par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS), en recul de 40% par rapport au premier trimestre 2010 - l'essentiel des ventes étant prévues pour le second semestre 2011 - est compensé par les hausses respectives des chiffres d'affaires des activités de Production, et Exploitation-Maintenance de 17,7% et 30,2% par rapport au premier trimestre 2010.

Prochaines communications du groupe EDF :

- Assemblée Générale le 24 mai 2011
- Résultats semestriels le 29 juillet 2011

Disclaimer

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou tout autre pays. Le présent communiqué peut contenir des informations prévisionnelles et des objectifs concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF qui ne constituent pas des garanties quant à la performance future de la société. EDF estime que ces informations prévisionnelles et objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et des incertitudes. En particulier, les objectifs annoncés sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique propres à l'année 2011 ou consécutives à l'accident nucléaire survenu au Japon, et la matérialisation de certains risques décrits dans le document de référence 2010 d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 avril 2011 pourrait avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Il n'y a donc aucune certitude que les résultats attendus seront effectivement obtenus. EDF n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour les informations contenues dans le présent communiqué

Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95 % une électricité sans émission de CO2. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires consolidé de 65,2 milliards d'euros dont 44,5 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

CONTACTS :

Analystes et investisseurs :

Carine de Boissezon +33 (1) 40 42 45 53

David Newhouse (investisseurs US) +33 (1) 40 42 32 45

Presse : Carole Trivi +33 (1) 40 42 44 19



Un geste simple pour l'environnement,
n'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.



Faits marquants du premier trimestre 2011 postérieurs au 15 février 2011

- **Projet d'investissement dans le terminal méthanier de Dunkerque**

Le 3 mai 2011, EDF a confirmé son projet d'investissement dans le terminal méthanier de Dunkerque. Ce terminal, dont la mise en service est prévue fin 2015, aurait une capacité annuelle de regazéification de 13 milliards de m³ de gaz (Gm³) et augmenterait d'environ 20% les capacités d'importation de gaz naturel sur le territoire français.

Grâce à ce terminal, EDF pourrait se constituer un portefeuille d'approvisionnement équilibré et diversifié en gaz naturel. Le Groupe serait ainsi en mesure de mieux répondre à la demande de ses clients finals en offres bi-énergie (électricité + gaz) et d'optimiser l'approvisionnement de ses centrales de production électrique à partir de gaz. La localisation stratégique du terminal lui permettrait de desservir tous les marchés d'Europe du Nord-Ouest.

Le projet, structurant pour l'emploi sur le territoire dunkerquois, mobiliserait jusqu'à 1850 personnes pendant les travaux d'aménagement du terminal entre 2012 et 2015. Le projet créerait environ 250 emplois directement liés à l'exploitation du terminal ou relevant des professions portuaires.

Le montant de l'investissement global de ce projet d'envergure nationale et européenne s'élèverait à 1,5 milliard d'euros. Il serait porté par trois maîtres d'ouvrage : le Grand Port Maritime de Dunkerque en charge des infrastructures portuaires, EDF pour l'installation industrielle et GRTgaz pour les raccordements sur les réseaux de transport de gaz.

EDF soumettra prochainement à son Conseil d'Administration le dossier complet et les modalités précises de ce projet.

- **Projet de fusion Exelon et Constellation Energy Group (CEG)**

Le 28 avril 2011, Exelon a annoncé sa volonté de fusionner avec Constellation Energy dont EDF détient 7,2% du capital. L'opération envisagée se fera par échange d'actions qui, au cours de clôture d'Exelon au 27 avril, valorise Constellation à 7,9 milliards de dollars soit une prime de 18% sur la moyenne trente jours des cours de clôture d'Exelon et CEG. Le groupe EDF a annoncé « étudier les termes de l'offre et la valorisation induite de ses actifs, comme tout actionnaire vigilant ». EDF est aussi actionnaire à 49,99% dans CENG, la joint venture avec CEG dans le nucléaire existant.

- **Premières propositions d'EDF à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN)**

Le 21 avril 2011, EDF a présenté ses premières propositions pour renforcer la sûreté et la maîtrise de son parc de production nucléaire devant le collège des commissaires de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

Après Fukushima, EDF a dégagé un premier programme d'actions à court, moyen et long terme.

Le programme d'actions proposé à l'ASN comporte plusieurs volets :

- L'évaluation des moyens techniques et humains d'ores et déjà prévus en cas d'accident au meilleur niveau.
- La création d'une "task force" nationale d'intervention rapide d'EDF, pour renforcer le dispositif de crise, constituée de matériels complémentaires d'apport en électricité et en eau, avec des moyens de



transports et humains dédiés, mobilisables dans les 24 à 48 heures, à l'échelle d'un site. Ces dispositions viendront compléter l'organisation de crise du Groupe qui est mobilisée et gréée immédiatement, tant au niveau local qu'au niveau national.

- Un ré-examen approfondi de la conception des centrales. Il s'agit de s'assurer des marges de sûreté des installations face à des événements tels que les séismes, les inondations, les pertes d'alimentations électriques et de refroidissement. Ces revues engagées d'ici fin 2011 concerneront tant les réacteurs que les piscines de stockage du combustible.

- **Annnonce gouvernementale sur le niveau initial de l'ARENH**

Le 19 avril 2011, le ministre Eric Besson a annoncé que la nouvelle organisation du marché électrique français (NOME) sera opérationnelle à compter du 1er juillet 2011. Les fournisseurs alternatifs pourront se procurer auprès d'EDF de l'électricité nucléaire, dans une limite globale de 100 TWh, à un prix représentatif du coût complet de production, et qui doit être cohérent avec le tarif transitoire mis en place depuis 2007 à destination des industriels (TaRTAM), ce tarif étant supprimé au 1er juillet 2011.

Le prix de cette électricité (ARENH) vendue par EDF aux fournisseurs alternatifs devrait être fixé à 40 euros par MWh pour la période du 1er juillet 2011 au 31 décembre 2011, et à 42 euros par MWh à partir du 1er janvier 2012 pour le premier semestre 2012.

- **Cession au groupe Total de la participation d'EDF ENR dans Tenesol**

Le 14 avril 2011, EDF Energies Nouvelles a annoncé la signature par EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR), sa filiale à 50/50 avec EDF, d'un protocole d'intention avec le groupe Total, portant sur la cession à ce dernier de la participation de 50%, que détient EDF ENR dans la société Tenesol.

Ce projet de cession porte sur l'ensemble des activités de la société Tenesol à l'exception de l'activité Outre-Mer. Cette dernière, qui concerne le développement et surtout la gestion pour compte propre et compte de tiers d'une cinquantaine de mégawatts de centrales solaires dans les DOM-TOM, sera regroupée dans une société nouvellement créée, qui restera détenue à parité par EDF ENR et le groupe Total.

- **Offre d'achat et d'échange sur EDF Energies Nouvelles**

Après dix ans de partenariat stratégique en tant qu'actionnaire à 50% d'EDF Energies Nouvelles, EDF a décidé de lancer une offre d'achat et d'échange simplifiée le 8 avril 2011 sur la totalité du capital qu'il ne détient pas afin de conforter la position du Groupe dans le secteur des énergies renouvelables.

Le groupe EDF, actionnaire d'EDF Energies Nouvelles à hauteur de 50%, offre de racheter l'ensemble des actions composant le capital d'EDF Energies Nouvelles qu'il ne détient pas dans le cadre d'une offre publique simplifiée alternative en numéraire ou en titres EDF.

L'offre en numéraire valorise EDF Energies Nouvelles à un prix de 40 euros par action coupon détaché soit une prime de 10,4 % sur le dernier cours coté ajusté au 7 avril 2011 et de 23,8% sur le cours moyen ajusté 6 mois.

L'offre alternative en titres, réalisée sur une parité d'échange de 13 actions EDF, jouissance premier janvier 2011, pour 11 actions EDF Energies Nouvelles, coupon détaché, extériorise une décote de 12,6% sur la base du dernier cours ajusté d'EDF au 7 avril 2011, et une prime de 11% sur le cours moyen ajusté 6 mois. Les



actionnaires auront la possibilité d'apporter leurs titres dans la proportion qu'ils souhaitent à chacune des deux branches.

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 8 avril 2011, a unanimement approuvé cette offre.

Le 9 mai 2011, le Conseil d'administration d'EDF Énergies Nouvelles a approuvé l'offre d'EDF à l'unanimité. Le Conseil d'administration a notamment pris connaissance du rapport de l'expert indépendant, M. Didier Kling, désigné par le Conseil d'administration lors de sa séance du 8 avril 2011, qui conclut que l'offre est équitable d'un point de vue financier.

- **Annonce gouvernementale sur les hausses tarifaires**

Le 5 avril 2011, François Fillon a demandé à Christine Lagarde et Eric Besson de saisir pour avis la Commission de régulation de l'énergie (CRE) d'une proposition de hausse de 1,7% des tarifs résidentiels, applicable au 1er juillet 2011. Le Premier ministre a décidé que le Gouvernement proposera, dans le prochain projet de loi de finances, que le relèvement de 3 euros par megawattheure de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) prévu le 1er janvier 2012, en application des dispositions législatives actuelles, ait lieu pour moitié le 1er juillet 2011 et pour moitié le 1er juillet 2012.

Ceci se traduira par une hausse de 1,2% de la facture des ménages à chacune de ces échéances et permettra de lisser l'effet de ce relèvement. Au total, jusqu'au 30 juin 2012, le prix de l'électricité augmentera de 2,9% pour les ménages, soit 1,7% au titre des tarifs, et 1,2% pour la CSPE.

- **Mise en place d'un « carbon floor » au Royaume-Uni**

Le 24 mars 2011, le gouvernement britannique a annoncé la mise en place d'un prix plancher du carbone (« carbon floor »), une des conditions nécessaires au déploiement des énergies « low carbon » comme le nucléaire. Le prix plancher est fixé à 16£/t pour mise en application le 1er Avril 2013, devrait atteindre 30£/t en 2020 et 70£/t en cible long terme à 2030. La base de prix considérée est 2009. Cette taxe aurait donc le potentiel de favoriser le développement de nouvelles sources d'énergies dé-carbonées au Royaume-Uni

- **Position d'EDF sur Edison**

Le 15 mars 2011, dans le cadre de leurs discussions portant sur un nouveau projet industriel pour Edison et sur la structure actionariale de TdE, A2A, Delmi et EDF ont convenu d'amender le pacte d'actionnaires relatif à Edison et TdE. Le délai pour dénoncer le pacte a ainsi été prolongé jusqu'au 15 septembre 2011.

Le 26 avril 2011, le nouveau Conseil d'Administration d'Edison (composé de 13 membres élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires, dont 5 sont nommés par EDF et 5 par Delmi) a procédé à la nomination de Bruno Lescoeur en tant qu'Administrateur Délégué d'Edison, en remplacement d'Umberto Quadrino.



- **Conséquences du séisme et tsunami japonais : la situation nucléaire de Fukushima**

L'accident nucléaire survenu dans la centrale de Fukushima suite au tremblement de terre et au tsunami du 11 mars 2011 au Japon a conduit les autorités administratives des différents pays où le Groupe est présent à réagir à la fois :

- **sur les centrales en exploitation :**

- **en Europe**, la Commission a annoncé que les 27 États membres se sont accordés pour réaliser « des tests de résistance » des centrales nucléaires européennes qui auraient lieu à partir du deuxième semestre de l'année. La méthode et l'étendue des stress tests devraient être adoptées à Bruxelles le 12 mai, pour des résultats attendus en décembre.

- **en France**, dans sa lettre du 23 mars le Premier Ministre a confié à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) la réalisation d'un contrôle de la sûreté des centrales nucléaires. L'ASN, qui veillera à la cohérence des actions entreprises au niveau national et au niveau européen, a établi un cahier des charges le 9 mai 2011, qui s'applique aussi au chantier de Flamanville 3, et doit rendre les premières conclusions avant le 15 novembre 2011. L'évaluation portera d'abord sur les effets des phénomènes naturels extrêmes (séisme, inondation et leur cumul) ; elle s'intéressera ensuite au cas d'une perte d'une ou plusieurs des fonctions de sûreté mises en cause à Fukushima (alimentations électriques et systèmes de refroidissement) quelle que soit la probabilité ou la cause de la perte de ces fonctions ; enfin elle traitera de la gestion des accidents graves pouvant résulter de ces événements et des conditions du recours à la sous-traitance.

- **en Belgique**, le gouvernement a réaffirmé qu'il avait décidé de sortir de l'énergie nucléaire en 2025 ;

- **en Allemagne**, le gouvernement a annoncé un moratoire de trois mois sur l'allongement de la durée de vie des réacteurs allemands ;

- **aux États-Unis**, l'autorité de sûreté américaine (NRC) va réaliser une évaluation de la sûreté des centrales nucléaires en exploitation. La NRC, par un communiqué du 18 mars 2011, a ainsi annoncé des inspections détaillées des 23 réacteurs américains de conception identique à Fukushima, dont Nine Mile Point 1. Le 23 mars 2011, la NRC a décidé de conduire des analyses à court et long termes du retour d'expérience à tirer de l'accident au Japon. Un groupe de travail va effectuer un bilan de la sûreté des centrales américaines et fournira des mises à jour tous les 30 jours pendant 3 mois. Une évaluation à long terme de 6 mois lui succédera et des actions seront recommandées ensuite. Les pouvoirs publics, par la voix du Président Obama et du Secrétaire d'État à l'Énergie, ont maintenu leur soutien à l'industrie nucléaire aux États-Unis ;

- **en Chine**, le Conseil d'État a exigé que les départements concernés réalisent les vérifications de sûreté dans les centrales existantes.

- **sur les projets de nouvelles centrales :**

- **au Royaume-Uni**, le Secrétaire d'État à l'Énergie a demandé un rapport détaillé à l'Inspecteur en Chef Nucléaire. Les premiers résultats sont attendus en mai 2011 et le rapport définitif en septembre 2011. EDF Energy s'est engagé à tenir compte des conclusions de ce rapport pour l'exploitation du parc existant et le développement de nouveaux réacteurs. Ceci ne modifie pas la nécessité de produire une électricité sûre,



faiblement carbonée et compétitive au Royaume Uni. Le gouvernement a d'ailleurs confirmé que sa politique dans le domaine nucléaire restait inchangée. Dans ce contexte et dans l'attente des conclusions de ce rapport, EDF Energy continue d'envisager la mise en service d'un nouveau réacteur nucléaire au Royaume-Uni en 2018 ;

- **en Italie**, le gouvernement a décrété un moratoire d'un an sur la reprise du programme nucléaire dans le pays ;
- **en Suisse**, le gouvernement a annoncé la suspension des procédures en cours concernant les trois demandes d'autorisation pour de nouvelles centrales nucléaires, déposées par Axpo, Alpiq et FMB ;
- **en Chine**, le processus d'approbation des nouvelles centrales nucléaires a été suspendu en attendant que les standards de sûreté soient révisés. Avant d'approuver les standards de sûreté révisés, toutes les nouvelles centrales nucléaires, y compris les projets en pré-construction, doivent être suspendues. Les chantiers en cours ne sont pas concernés.

Le Groupe anticipe que le retour d'expérience lié à l'accident nucléaire au Japon de mars 2011 pourrait conduire les autorités administratives en charge du nucléaire dans les différents pays où il opère, à conduire des inspections et à rehausser le référentiel de sûreté nécessaire à la poursuite des activités sans pour autant qu'il soit possible d'en mesurer à ce stade les conséquences économiques.

- **Cession d'EnBW**

Le 17 février 2011, le Groupe a finalisé la cession de sa participation de 45,01 % dans EnBW au Land du Bade-Wurtemberg pour environ 4,7 milliards d'euros. Cette cession se traduit par le versement d'un montant d'environ 4,5 milliards d'euros, qui vient compléter l'acompte de 169 millions d'euros reçu le 16 décembre 2010. Cette transaction permet au Groupe de réduire son endettement de 7,3 milliards d'euros (dont 0,2 milliard d'euros sur 2010 et 7,1 milliards d'euros sur 2011).

Elle annule également l'option de vente à EDF International de 25 % des actions EnBW détenues par OEW et fait ainsi disparaître l'engagement hors bilan de 2,3 milliards d'euros au titre de cette option dans les comptes du Groupe.

